

Du Brexit au Covid : les frontières ne protègent pas les travailleurs !

Depuis l'entrée du tunnel sous la Manche, à Calais, jusqu'à Furnes, en Flandre, et bien d'autres directions, s'étirent des dizaines de kilomètres de files de camions qui attendent de passer en Grande-Bretagne. Après le 31 décembre, ce pays ne fera plus partie de l'Union européenne et les entreprises comme les ménages britanniques, qui s'attendent à des pénuries de marchandises, tentent de faire des stocks.

Les chauffeurs, qui vivent et dorment dans leurs camions pour approvisionner la Grande-Bretagne au milieu de ce chaos, parlent toutes les langues de l'Europe : ils sont polonais, bulgares, roumains, espagnols, et tous répondent en quelques mots d'anglais aux journalistes. Les frontières qui divisent les peuples ont-elles jamais paru plus artificielles et dépassées par l'évolution de la société ?

Pendant ce temps, les financiers de la City, qui eux jouissent de la nationalité britannique, s'empressent de spéculer sur la baisse de la livre sterling ou des actions des entreprises en cas de « no-deal ». Voilà comment les banquiers et les financiers utilisent le flot d'argent que le gouvernement conservateur de Boris Johnson déverse sur ce secteur « pour se préparer aux conséquences » du Brexit.

Elles sont loin les promesses des partisans du Brexit, d'un « investissement massif dans les soins de santé lorsque la Grande-Bretagne n'aurait plus à financer l'Union

européenne ». Avec plus de 42 000 morts, la Grande-Bretagne est un des pays où il y a le plus de décès dus au Covid en Europe. La pandémie a touché un pays dont le secteur des soins de santé était sinistré par des décennies d'austérité et de privatisations. Il manquait, à la veille de la pandémie, 11 000 postes à pouvoir dans ce secteur. Et la pénurie a bien entendu été beaucoup accentuée par le durcissement des politiques d'immigration mises en œuvre par les gouvernements travaillistes et conservateurs, comme celui de l'ancienne première ministre Theresa May, qui se vantait de « créer un environnement hostile aux travailleurs étrangers ».

Cette démagogie n'a en rien protégé les travailleurs britanniques de la pauvreté et de la précarité. Mais elle a augmenté les difficultés matérielles et la vulnérabilité des travailleurs immigrés, 3 fois plus touchés par le virus que le reste de la population.

Les autres catégories de travailleurs n'ont bien sûr pas été épargnées. 10 millions d'entre eux dépendent du chômage Covid, qui correspond à 80% du salaire, payé par le gouvernement, alors que les salaires sont déjà insuffisants. C'est un gros cadeau aux employeurs qui peuvent ainsi conserver gratis une main-d'œuvre formée pour l'après-Covid. Mais 4 millions d' « auto -entrepreneurs » (des travailleurs sans contrat de travail) et 1 millions de travailleurs en contrats précaires dits « zéro heure » (zéro heure de travail garantie par contrat, donc à la bonne volonté du patron), n'ont pas droit à

ces aides et dépendent des distributions de nourritures ou de programmes sociaux.

La lutte contre la pandémie a été un fiasco, mais un marché lucratif pour nombre d'entreprises. Le gouvernement Johnson a ainsi confié l'organisation du testing et du tracking au cabinet d'audit comptable Deloitte... qui l'a sous-traitée à Sodexo ou d'autres entreprises sans aucune expertise dans le domaine. Les cabinets de consultants tels que PWC et McKinsey ont également reçu de plantureux contrats pour leurs conseils, tandis que le projet d'ouverture de 6 hôpitaux temporaires, pour un coût de 220 millions de livres, échouait avant d'avoir accueilli un seul malade du Covid.

La dangerosité du Coronavirus pourra sans doute être réduite par les vaccins. Mais les conséquences de la crise économique du capitalisme vont s'aggraver encore des conséquences du Brexit. Des dizaines de milliers d'emplois ont déjà été supprimés dans l'industrie, notamment automobile. Et pour compenser la perte de revenus du commerce avec l'Union européenne, ainsi que la hausse des prix de leurs produits en raison des taxes douanières, les patrons britanniques s'attaqueront encore bien plus résolument aux salaires et aux conditions de vie des travailleurs.

La démagogie nationaliste et raciste est un leurre et une impasse dangereuse pour la classe ouvrière, et la création d'un rapport de forces impose de s'unir avec les travailleurs étrangers. Mais au-delà, l'impasse du Brexit montre à sa manière que la seule perspective pour résoudre les problèmes de la société n'est pas le repli dans des frontières nationales (ou régionales), mais bien au contraire une coopération économique entre tous les peuples, à condition que les travailleurs se débarrassent du capitalisme.

Un drone... dans la cheminée ?



Avec les rassemblements familiaux interdits à Noël, la gouverneure de la province d'Anvers, sans peur du ridicule, a proposé de faire compter les commandes de pizza pour détecter des tablées trop nombreuses. Et dans le Limbourg, la police envisage même l'utilisation de drones.

On reste perplexe devant autant d'imagination... Une imagination qui leur manque complètement quand il s'agit de contrôler le respect des règles d'hygiène mises en place ou pas par le patronat ou d'effectuer les embauches nécessaires dans la santé.

Eclairant!

Alors que 475 000 ménages bénéficient du tarif social pour leur facture d'électricité, il y en aura près d'un million en 2021. Les CPAS constatent que presque la moitié de ces ménages sont des familles dont les parents travaillent.

Oui, les travailleurs s'appauvrissent massivement durant le Covid, mais on ne peut en dire autant des actionnaires d'Engie-Electrabel! Car après avoir engrangé chaque année 850 millions de bénéfices grâce à des centrales nucléaires ultra-amorties et dangereuses, les voilà qui négocient des subsides du gouvernement pour la construction de centrales au gaz à coup de chantage à l'emploi.

D'leteren : mort d'un bourgeois

Le baron Roland D'Ieteren vient de décéder. Avec une fortune de 1,1 milliards d'euros, il figurait depuis cette année sur la liste des 29 milliardaires belges.

En juin de cette année, son entreprise annonçait 211 suppressions d'emplois. Sous prétexte de passage à la mobilité électrique, ce « plan de transformation » prévoit entre autres la fermeture des centres de contact à Kortenberg.

Le baron est mort, ses enfants héritent du titre, de la fortune et surtout de la possibilité d'exploiter des milliers de travailleurs pour continuer à s'enrichir.

Mais il arrive toujours un moment où les rois, les princes et les barons sont foutus dehors!

FrieslandCampina: non aux licenciements!

En novembre, la coopérative de produits laitiers FrieslandCampina a annoncé la suppression de mille emplois aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. Début décembre, les travailleurs du site à Genk, ont appris que la direction veut fermer l'usine en 2021. Selon la direction, il conviendrait de « supprimer des coûts », ce seraient les conséquences directes et indirectes de l'épidémie du Covid.

Le virus a bon dos. En 2018, le groupe affichait un bénéfice de 203

millions d'euros et en 2019 c'était même 278 millions, une augmentation de 39 % !

Si les travailleurs perdent leur emploi et les agriculteurs producteurs de lait sont poussés à la faillite, c'est pour qu'un petit nombre de gros actionnaires puisse s'engraisser. Inacceptable!

Un océan de sang fabriqué en Wallonie!

En 2019, les entreprises de la Région wallonne ont exporté des armes pour une valeur de 2,6 milliards d'euros, 180 % de plus qu'en 2018.

La Région wallonne s'était engagée de ne plus exporter vers l'Arabie saoudite qui a néanmoins pu en acheter pour 302 millions.



Quant au marché de 1,9 milliards d'euros en direction du Canada pour le compte de CMI (Cockerill), il s'agit de pièces qui serviront pour une livraison de véhicules blindés et de chars à l'Arabie saoudite... via le Canada! Les règles « éthiques » sont formellement respectés, mais pas la vie de la population du Yémen où l'armée saoudienne est en train d'organiser un génocide.

Pour la majorité des clients, il s'agit de clients « privés ». Notamment les armes de la FN, exportées officiellement vers les USA, sont très prisées. Beaucoup finiront par servir au Mexique contre des syndicalistes, des journalistes, des femmes, pour protéger des trafics de drogues ou simplement les profits des usines américaines implantées près de la frontière.

À court de justification, la Région wallonne évoque les 4 000 emplois dans le secteur de l'armement en

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Wallonie. Ce serait donc par souci de l'emploi que ces capitalistes fournissent des armes aux pires bandes armées ?! A qui veulent-ils faire croire cela ?! Ce ne sont pas les travailleurs, ce sont les capitalistes qui baignent dans le sang.

Pour en finir avec les guerres comme avec le chômage, il n'y a qu'une solution : l'expropriation des capitalistes !

La double peine pour les enfants de travailleurs

Alors que le nombre d'étudiants devant travailler était passé de 440 000 en 2012 à 560 000 en 2019, la crise du Covid a posé de graves problèmes à nombre d'entre eux avec la fermeture de nombreux secteurs, en supprimant 30 % des jobs auxquels ils ont pu avoir accès.

Cela montre d'abord que de plus en plus d'étudiants sont obligés de travailler pour payer une partie de leurs études, en premier lieu ceux des familles populaires dont les revenus baissent. Ce qui, bien évidemment, ne facilite pas leur réussite dans les études.

Et au bout de l'épidémie, ce seront ces étudiants des milieux modestes qui auront dû abandonner, ou ne pourront pas suivre, et se retrouveront avec des formations tronquées sur le marché de l'emploi... alors que le chômage va exploser.

Et certains disent encore qu'on est dans un pays où on a tous les mêmes chances!

De la place pour des logements

Avec la crise économique et avec le télétravail imposé par le virus, 300 000 m² de bureaux seraient inoccupés dans le Quartier Nord de Bruxelles. Et cette surface risque de doubler dans les prochaines années avec les projets de construction en cours!

Alors les loyers baissent et des

entreprises vendent des immeubles.

Ce serait le moment de transformer ces espaces en logements, ce ne sont pas les demandes qui manquent pour des appartements au loyer modeste. Mais qui va prendre cela en charge?

Les propriétaires ? Sans doute pas, car ces loyers ne leur rapporteraient pas assez ! La Région bruxelloise ? Mais elle n'a plus d'argent !

C'est là qu'il serait nécessaire d'exproprier des immeubles et mettre sur pied un service public de rénovation qui ne chercherait pas à faire de profit sur le dos des locataires.

Mais cela ne peut se faire que s'il y a une mobilisation des travailleurs pour imposer de telles mesures qui sont pourtant évidentes.

Le gouvernement flamand contre les travailleurs de De Liin



Le gouvernement flamand a payé 300 000 € pour une soi-disant « étude impartiale » des prestations de la société de transport en commun De Lijn.

Sans surprise, cette étude reproche un manque de flexibilité des chauffeurs à qui, par exemple, De Lijn ne peut imposer qu'un nombre limité de « services coupés ». C'est-à-dire travailler le matin et le soir avec un grand nombre d'heures non payées entre les deux.

Cette étude soi-disant impartiale, menée par des gens qui n'ont jamais vécu ce que cela signifie sur la vie personnelle, sert d'argument à la ministre flamande des transports, Lydia Peeters (Open VLD) pour imposer une mise sous tutelle de De Lijn par le gouvernement.

La direction de De Lijn doit, sous peine de sanctions financières pour l'entreprise, imposer la mise en place du service minimum en cas de grève et augmenter la productivité par chauffeur. Des mises en concurrence avec des sociétés privées sont également organisées dans certaines régions.

Parmi les travailleurs et les chauffeurs de De Lijn, le mécontentement est grand en raison des conditions de travail et des risques encourus avec le Covid. Ils auront à se défendre contre les attaques du gouvernement flamand, comme ils l'ont fait à de nombreuses reprises ces dernières années.

USA : la loi de la jungle dans les soins de santé

En 2020, il manquait aux Etats-Unis un million d'infirmières. Avec le 3^e rebond de l'épidémie de Covid, la pénurie de personnel médical est de plus en plus criante.

Les riches hôpitaux livrent bataille pour recruter. La surenchère est telle que le salaire d'une infirmière peut se retrouver multiplié par dix, de 28 000 à 40 000 dollars par mois.

Les hôpitaux modestes incapables de proposer de tels salaires assistent impuissant à l'exode de personnel. La jungle du capitalisme, et sa loi de l'offre et de la demande, retire les soins les plus élémentaires aux classes populaires pour les offrir aux plus riches.

Des politiques à irresponsabilité illimitée

Georges-Louis Bouchez, du MR, accuse la FGTB d'avoir été à l'origine du décès d'une patiente en raison de l'action de 17 syndicalistes sur le pont de Cheratte en 2015. Lui est pourtant à la tête d'un parti qui a participé à toutes les mesures d'austérité ayant conduit à la catastrophe sanitaire actuelle.

Alors Georges-Louis Bouchez et tous les partis, de la NVA au PS, qui

ont participé à ces gouvernements de combien de morts sont-ils responsables ne serait-ce qu'en 2020 : 15 000 ? ou plus ?

Au secours!

Le budget provincial du Hainaut a été voté cette semaine. Au menu, des mesures d'austérité pour les travailleurs avec le gel de l'emploi et la diminution des frais de fonctionnement et pour les communes la baisse des aides provinciales.

La députation provinciale se justifie en disant qu'il faut subventionner les zones de secours et que le Hainaut est le plus gros contributeur.

Cette politique d'austérité n'en est qu'à ses débuts. Aujourd'hui, il s'agit d'en subventionner 30 % mais en 2024 ce sera 60 %.

Les politiques n'imaginent pas d'autres solutions que de déshabiller Paul pour habiller Jacques.

Les zones de secours doivent être financées mais pas en aggravant les conditions de travail des employés provinciaux dont l'emploi est tout autant utile.

A La Louvière :

Des sparadraps pour soigner le cancer

La majorité communale de La Louvière a annoncé un emprunt de 8 millions d'euros pour « relancer la ville ». 4 millions d'euros seraient utilisés dès 2021.

À côté des mesurettes pour les petits commerçants et les secteurs culturel, sportif et folklorique, 2,05 millions seraient prévus pour soutenir les « personnes déjà fragilisées » et tous ceux qui « payent un lourd tribut et voient leur détresse augmenter suite à cette crise ».

L'emprunt revient à augmenter l'endettement de la commune de 100 € par habitant, une fuite en avant quand on sait à quel point la dette pèse déjà sur les services communaux les plus utiles à la

population.

Et quel est le projet mis en avant par la commune pour aider la population ? La distribution de bons d'achats de consommation en Lupis, la monnaie locale, équivalent à une valeur d'achat de 20 €, à dépenser dans le commerce local! 100 € de dette pour un bon d'achat de 20 €, on n'y est certainement pas gagnant!

Les travailleurs qui se retrouvent au chômage, que ce soit de fraîche date ou depuis des années, ont besoin d'un emploi et d'un salaire, pas du papier imprimé!

Et tant que les travailleurs continuent à s'enfoncer dans la misère, les petits commerces continueront à mourir.

La seule façon d'y répondre réellement, c'est de prendre l'argent là où il se trouve : chez les grands actionnaires des grandes entreprises et des banques. Et cela ne se résoudra pas au niveau de la commune, mais par une lutte large et déterminée des travailleurs!

Brèves du tract Audi :

Bosse et tais toi?

Le gouvernement n'arrête pas d'insister que les réunions à Noël sont risquées, que la troisième vague menace. Mais ça n'empêche pas la direction de demander des volontaires pour rattraper les retouches pendant les congés. Ça ne pouvait pas attendre ? Ceux qui viendront devront encore se croiser ou même travailler ensemble !

Quand le personnel des hôpitaux se prendra la troisième vague dans les gencives, le gouvernement nous dira que c'est l'effet des repas de Noël, en oubliant comme toujours de mentionner le foie gras ... des actionnaires!

Ça ne durera pas éternellement

La direction voudrait repousser l'embauche en CDI des intérimaires à 4 ans, au lieu de 3 actuellement. Au lieu de supprimer sa carotte toute pourrie, la direction l'éloigne.

Même les ânes qu'on traite mal finissent par refuser d'avancer. A plus forte raison les humains.

Noël dans le pool

Les 70 intérimaires que la direction avait fait venir pour remplacer les malades, ont été renvoyés dans le pool. Joyeux Noël!

Le film dit "Le père Noël est une ordure"... et bien il n'est pas le seul!



Brève du tract NGK

A bas la dictature patronale!

La direction fait pression pour faire renoncer ceux qui ont encore des jours de congés à prendre. Elle a poussé le bouchon jusqu'à mettre dehors des collègues intérimaires qui avaient osé prendre les jours de congé auxquels ils avaient droit et qu'ils auraient perdus autrement.

Ah, les patrons se sentent forts en piétinant nos droits. Mais la colère qu'ils sèment aujourd'hui, va les balayer demain.

Suivez-nous sur Facebook: Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0470-18 82 39

Internet: www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications!